



Bréf.

Lettre d'information et de réflexion
de Martial Passi



NOUVELLE LOI

L'Assemblée nationale rétablit la servitude d'élagage pour Orange

Adoptée à l'unanimité, cette proposition de loi reste exceptionnelle car elle s'attaque enfin à un problème qui empoisonne la vie des populations et de milliers de maires ruraux : l'entretien des lignes téléphoniques fixes.

La loi Chassaigne rétablit la servitude d'élagage, c'est-à-dire l'obligation pour l'opérateur historique de téléphone d'entretenir les abords de son réseau qui s'appuie sur 1 million de km de fil et 15,2 millions de poteaux.

[Bréf, cette loi est une avancée importante qui permettra de moderniser le réseau de téléphonie fixe avec une plus grande équité entre les territoires, notamment les plus ruraux.]

FINANCES LOCALES

Réforme de la DGF : les maires ne veulent pas de la DGF locale

Lors du dernier Comité des finances locales, la mission parlementaire sur la réforme des concours financiers de l'Etat aux collectivités a proposé 5 pistes de réforme de la DGF, parmi lesquelles l'instauration d'une DGF « locale », c'est-à-dire non plus versée aux communes mais aux intercommunalités.

Cette proposition est largement contestée par les associations d'élus et de maires (AMF et APVF) qui dénoncent une dilution forcée des communes dans l'intercommunalité, à l'exemple des dispositions contenues dans le projet de loi NOTRE.

Les élus locaux réaffirment que la réforme de la DGF et de la péréquation ne pourra se faire sans une négociation préalable sur la baisse des dotations de l'Etat et l'évolution des finances locales.

Depuis 10 ans, les dotations de l'Etat sont en effet revenues, en 2015, presque exactement au niveau de ce qu'elles étaient en 2005, à 44,9 milliards d'euros.

[Bréf, asphyxiés financièrement, nos communes sont aujourd'hui menacées dans leur existence. La résistance de tous les élus, habitants et associations doit s'organiser.]

Le chiffre du jour

Alors que le gouvernement a décidé de faire 3 milliards d'euros d'économie dans les hôpitaux publics de 2015 à 2017 :

89% des Français estiment que l'hôpital public est en danger.

FINANCES LOCALES

L'Insee et la banque postale confirment la chute des investissements dans les collectivités

L'Insee vient de dévoiler, dans son étude, une chute de 9,6 % de l'investissement public pour l'année 2014.

La baisse est donc encore plus marquée que le craignait la Banque postale, qui prévoit encore pour 2015 une baisse de 8% de l'investissement public.

Entre 2013 et 2015, l'investissement aura diminué de 9 milliards d'euros, du jamais vu !

« Pour la première fois depuis 2006 », note la Banque postale, le montant des investissements des collectivités locales va repasser en 2015 « sous la barre de 50 milliards d'euros ».

[Bréf, les collectivités locales ont vitalement besoin que cessent les amputations sans précédent des dotations d'Etat qui pénalisent les communes, freinent l'aménagement et le développement économique local.]

EDUCATION

Les données scandaleuses de la grande pauvreté à l'école

C'est un rapport effarant que l'inspecteur général de l'Éducation nationale a publié.

Intitulé Grande pauvreté et réussite scolaire, l'étude dresse un bilan sans concession de la situation des 1,2 millions d'enfants scolarisés issus de familles « pauvres ou très pauvres ». Et ce, un an et demi après que l'OCDE eut dévoilé que le système éducatif français était l'un des plus inégalitaires de l'ensemble des pays développés.

Pourtant, entre 2001 et 2013, les budgets sociaux de l'État consacrés aux élèves les plus en difficulté ont été divisés par 2,3.

[Bréf, il est urgent que l'État consacre plus de moyens pour accompagner les enfants dans nos écoles et réduire la pauvreté et les inégalités.]